

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

GREVES DES MARINS, DES INFIRMIERES, DES MINEURS, DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE...

EN GRANDE-BRETAGNE COMME PARTOUT

unité ouvrière



Depuis plusieurs semaines, les ouvriers de Grande-Bretagne sont entrés massivement en lutte contre l'annonce des dernières mesures d'austérité draconiennes du gouvernement Thatcher: baisse des salaires, licenciements, augmentation des cadences, attaques contre la "protection sociale"... Partout la colère ouvrière a explosé au même moment et dans tous les secteurs: chez les marins, les travailleurs de la santé, ceux de l'automobile, des mines, les enseignants... faisant de cette vague de luttes le mouvement le plus important en Grande-Bretagne depuis celui de l'hiver 78-79 (appelé l'"hiver du mécontentement") où la riposte de millions d'ouvriers du secteur public et du secteur privé avait provoqué la chute du gouvernement travailliste de James Callaghan. Ces grèves menées par un des secteurs les plus importants et concentrés du prolétariat mondial sont donc une nouvelle illustration de la vitalité et de l'ampleur de la vague présente de combats de classe à l'échelle internationale débutée à l'automne 83 et qui faisait suite à celles de 68-74 et 78-80. Succédant au formidable mouvement des ouvriers de Belgique au printemps 86, à la grève des cheminots français l'hiver dernier, aux luttes massives du printemps 87 en Espagne, à celles d'Italie tout au long de l'année 87 (en particulier dans le secteur de l'école) et tout récemment aux puissants combats des ouvriers d'Allemagne de janvier 88 (pour ne citer que les luttes dans les pays les plus importants), les luttes actuelles des ouvriers dans un pays aussi décisif que la Grande-Bretagne confirment bien que le prolétariat mondial vient d'effectuer un nouveau pas en avant dans le développement de sa lutte.

■ Ce que démontrent en particulier les combats en Grande-Bretagne, c'est que la classe ouvrière de ce pays a maintenant surmonté le sentiment d'impuissance que lui avait laissé la cruelle défaite de la grève des mineurs de 84. Ils montrent aussi que les leçons de cette défaite n'ont pas été perdues et qu'elles peuvent féconder ses luttes présentes et à venir.

LA COMBATIVITE OUVRIERE EXPLOSE DANS TOUS LES SECTEURS

Le mouvement a démarré à la mi-janvier avec l'entrée en grève spontanée des infirmières des hô-

pitaux de Manchester -soutenues par l'ensemble du personnel hospitalier- contre les conséquences de la privatisation du NHS (National Health Service, système de la santé publique géré jusqu'à présent par l'Etat): suppressions d'emplois, réduction drastique des primes et du paiement des heures supplémentaires, dégradation des conditions de travail...). L'annonce, fin janvier, par le ministre de la santé, d'une misérable augmentation des salaires de 3% seulement (alors que le taux d'inflation prévu pour l'année 88 est de 4,5%) fut la goutte qui a fait déborder le vase. En quelques jours -et malgré l'interdiction pour les infirmières de faire usage de la grève-, la colère s'étend à tous les hôpitaux du pays, en particulier à une quarantaine d'hôpitaux de la capitale.

Au même moment, une grève sauvage éclate chez les mineurs du puits de Bentley Collieri dans le Yorkshire. Des piquets volants sont envoyés vers les autres puits pour étendre la grève. Le 1/2/88, ce sont 15 000 mineurs qui sont engagés dans la lutte contre le renforcement de la discipline dans les puits, la menace des 20 000 licenciements supplémentaires annoncés par British Coal et pour une augmentation des salaires de 10% au lieu des 4,28% proposés par la direction. Le même jour, 10 000 contremaîtres entrent dans la lutte dans une centaine de puits pour les mêmes revendications salariales que les mineurs, tandis que dans les ports, 7000 marins se mobilisent et entament une grève "illimitée" contre les 161 licenciements qui viennent de tomber, la menace des 400 autres à venir et le projet de la direction d'allonger la journée de travail.

Au moment où les mineurs et les marins s'engagent massivement dans la lutte, la colère, la volonté de riposter tous ensemble ne cesse de s'amplifier dans le secteur de la santé, obligeant les syndicats à appeler à une grève nationale de la santé pour le 3 février. Le lendemain, une grève sauvage éclate aux usines Ford de Dagenham et Halewood, près de Londres, contre l'accord salarial conclu le 1er février entre direction et syndicats. Quatre jours plus tard, 32 500 ouvriers de Ford se déclarent en grève "illimitée" paralysant toutes les usines du pays, tandis qu'aux usines Vauxhall (General Motors) 8000 ouvriers commencent à se mobiliser contre les mêmes attaques qu'à Ford (augmentation dérisoire des salaires de 7% à Ford et 4,5% à Vaux-

hall, et surtout le projet du patronat d'imposer des méthodes de travail "à la japonaise" afin d'augmenter la productivité dans le secteur de l'automobile).

Simultanément à l'entrée en lutte des ouvriers de l'automobile et alors que se poursuit le combat dans la santé, les mines, chez les marins, 13 000 enseignants entrent à leur tour dans la bataille contre la réduction des budgets de l'Education, les baisses de salaires, les suppressions d'emplois.

Plus la combativité gagne un nombre croissant de secteurs, plus elle encourage à la lutte comme en témoigne le surgissement d'une multitude de grèves dans d'autres secteurs à travers tout le pays: chez les pompiers du pays de Galles, les ouvriers de l'aérospatiale, les conducteurs de bus, chez les employés des administrations, dans les usines de chaussures, à l'usine Renault Truck Industries... Partout les explosions ouvrières ont montré le même ras-le-bol, la même détermination à refuser les mêmes attaques contre tous: travailler encore plus durement pour des salaires encore plus misérables.

DEBORDES, LES SYNDICATS PRENNENT LE TRAIN EN MARCHÉ ET SE RADICALISENT

La colère des ouvriers en Grande-Bretagne est aujourd'hui telle que dans la plupart des secteurs -notamment dans les secteurs situés au cœur de cette gigantesque vague de luttes, tels l'automobile, la santé, les mines- les syndicats se sont trouvés très

(SUITE P. 4)

SOMMAIRE

FRANCE	
- Les élections au service de la bourgeoisie.....	p.2
- Juquin, un serviteur zélé.....	p.2
- Laguiller, aussi démagogue que les autres.....	p.2
- Chômage-Sécurité sociale.....	p.3
- Procès d'Action Directe.....	p.7
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE	
- Attaques et luttes en Pologne.....	p.4
- Tract du CCI en Grande-Bretagne.....	p.5
- Luttés en Suède.....	p.5
CRISE ECONOMIQUE	
- Crise de surproduction.....	p.6
- Arnaque à la Cogema.....	p.6
MILITARISME: les armements en Europe.....	p.7

LES ELECTIONS NE SERVENT QUE LES INTERETS DE LA BOURGEOISIE

Le carnaval électoral est de retour en France avec son cortège inépuisable de bluff, de mensonges, d'illusions. Les bateleurs des temps modernes que sont les médias tentent d'appâter "le citoyen", de plus en plus désintéressé aujourd'hui, avec du "suspense" aussi faux que les discours des uns et des autres: qui sera en tête des "primaires" de la droite: Barre ou Chirac? "Tonton" Mitterrand se représentera-t-il ou non? Quel score fera Le Pen après ses shows télévisés?

En réalité, les dés sont pipés d'avance; c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections; il n'y a qu'elle sur cette scène-là. L'expérience est déjà faite pour les ouvriers, que la gauche ou la droite l'emporte, tel candidat ou tel autre, cela signifie pour eux la même politique anti-ouvrière dans les années à venir - la bourgeoisie ne s'est-elle pas permis sans la moindre gêne d'avoir un président de gauche sous un gouvernement de droite? C'est pourquoi de tous les discours assésés par les différentes fractions de la bourgeoisie, les pires sont les plus trompeurs, les plus insidieux pour les ouvriers, ceux qui sont proferés avec un verbiage et un vernis "révolutionnaire" et ce sont ceux que les révolutionnaires doivent dénoncer avec le plus de vigueur. Le seul objectif des candidatures des Juquin ("le seul, selon la LCR qui lui apporte son chaud soutien, à alimenter cette campagne d'un sang neuf, d'un souffle nouveau") et des Laguiller (la plus fidèle des candidatures depuis 1974), c'est de ramener un maximum d'ouvriers, de plus en plus nombreux à être désabusés, écoeurés de la farce électorale, sur le terrain pourri des urnes, sur le terrain de la bourgeoisie.

Face à tous ceux-là qui cherchent à détourner les ouvriers de la conscience que le seul terrain de classe possible aujourd'hui est celui de la lutte unie et massive dans les usines comme dans la rue, les révolutionnaires ont à réaffirmer avec force, comme dans l'article republié ci-dessous, pourquoi la classe ouvrière n'a rien à faire sur le terrain des urnes, sinon le désertier massivement.

■ Au nom de la défense des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière mondiale, les révolutionnaires appellent les prolétaires à désertier toute participation électorale, à s'employer à développer leur lutte collective, économique et politique, résolument hors du terrain des urnes, dans les usines et dans la rue.

Cette attitude de la part des révolutionnaires, la seule possible, n'est pas spécifique aux élections qui se déroulent aujourd'hui en France. En effet, c'est face à toutes les élections, organisées dans le cadre de l'Etat bourgeois, qu'elles soient présidentielles, parlementaires, municipales ou autres, qu'elles aient lieu à l'Ouest, à l'Est, au Nord ou au Sud de la planète, qu'elles se déroulent dans une période de montée, de stagnation ou de recul de la lutte de classe, que les révolutionnaires adoptent cette attitude.

SENS DE LA PARTICIPATION ELECTORALE AU 19e SIECLE

Au 19e siècle, le capitalisme qui se développe sur les ruines des économies féodales n'a pas encore soumis l'ensemble de la production sociale mondiale à ses lois. Aussi, chaque fois qu'il est confronté à ses contradictions économiques internes, parvient-il à les surmonter en étendant sa domination à de nouvelles aires géographiques. De ce fait, jamais les contradictions sociales et politiques qui mûrissent en son sein et qui s'exacerbent dans ces moments de crise, ne parviennent à des niveaux de profondeur et de généralisation suffisants pour placer la classe ouvrière internationale simultanément devant la nécessité et la possibilité d'œuvrer directement à son renversement.

Tout au long du 19e siècle la lutte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression de la bourgeoisie passe nécessairement par une lutte pour des réformes, par d'après batailles revendicatives pour conquérir et arracher des améliorations possibles, réelles et durables des conditions de travail et d'existence des ouvriers sur le terrain économique

comme politique, sur le terrain même de la légalité bourgeoise, dans chaque usine comme au parlement.

De ce fait, tout en combattant les illusions sur la possibilité de parvenir au socialisme par des voies démocratiques, pacifiques, électorales, parlementaires, de réforme en réforme, les révolutionnaires sont partie prenante du combat pour l'obtention du suffrage universel. Ils appellent les ouvriers dans certaines circonstances à participer aux élections et au parlement bourgeois pour, en jouant sur les contradictions bourgeoises entre les fractions progressistes et réactionnaires qui s'y affrontent, favoriser l'obtention de telles réformes.

SENS DE LA PARTICIPATION ELECTORALE AU 20e SIECLE

A la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle par contre, le capitalisme a désormais étendu sa domination à l'ensemble de la planète. Il ne peut plus parvenir à surmonter les contradictions économiques qui l'assaillent en étendant sa domination à de nouveaux territoires, en ouvrant de nouveaux marchés, débouchés à sa production. Tous les rapports sociaux de production, propriété privée, nation, salariat, qui avaient constitué le cadre à partir duquel son extension avait été possible et qui avaient permis un développement sans précédent des forces productives de l'humanité, se transforment en autant d'entraves à ce développement.

Le capitalisme entre en crise permanente. Il ne peut plus se survivre qu'au travers d'un cycle infernal de crise-guerre-reconstruction-crise plus aiguë... entraînant avec lui l'ensemble de l'humanité dans une barbarie et une misère toujours plus grandes.

Ces contradictions permanentes acquièrent de par leur intensité, leur durée, le fait qu'elles s'étendent à tous les pays du monde, une dimension qualitativement nouvelle. Elles placent la classe ouvrière simultanément devant à la fois la nécessité et la possibilité d'œuvrer DIRECTEMENT au renversement du capitalisme.

Désormais, la survie du capitalisme comme celle de la bourgeoisie, compte tenu de l'apreté de la concurrence que se livrent les différentes fractions bourgeoises sur un marché mondial devenu trop étroit pour les contenir toutes, implique des niveaux d'exploitation, d'oppression, de soumission du prolétariat qualitativement nouveaux par rapport au siècle précédent. Désormais, il est hors de question pour la bourgeoisie de pouvoir accorder dans quelque domaine que ce soit, économique comme politique, des réformes réelles et durables, à la classe ouvrière. C'est l'inverse qu'elle lui impose: toujours plus de sacrifices, d'attaques, toujours une dégradation plus forte de ses conditions de vie. Et son objectif est d'entraîner les ouvriers même au sacrifice de la vie, dans la guerre.

Dans ces conditions, il n'est plus possible pour le prolétariat de rester sur un terrain appartenant à la bourgeoisie, il n'a plus rien à y faire. Sa seule tâche est de se constituer en tant qu'unique force sociale internationale capable de détruire le capitalisme.

Pour y parvenir, il ne peut plus recourir à des méthodes devenues totalement caduques, à des tactiques électorales et parlementaires qu'il avait forgées au siècle dernier dans sa lutte pour des réformes, aujourd'hui domaine de l'illusion et du mensonge, dominé et manipulé entièrement par la bourgeoisie et qui ne sert donc qu'à chercher à mystifier et à détourner les ouvriers du terrain réel de leurs luttes.

NE VOTEZ PAS, LUTTEZ !

La classe ouvrière n'a pas le choix. Ou bien elle se laisse entraîner sur le terrain électoral, sur le terrain de l'Etat bourgeois qui organise son exploitation et son oppression, terrain où elle se présente atomisée, donc sans force aucune pour infléchir une bourgeoisie désormais unie et acharnée pour lui imposer les pires sacrifices que réclame sa propre survie et elle se soumet à toutes ses manipulations et à tous ses mensonges. Ou bien elle développe ses luttes collectives de résistance à

l'exploitation hors et contre l'Etat bourgeois et ses partis, au travers desquelles elle prend conscience de sa force en tant que classe. Le prolétariat apprend seulement de cette façon à s'unifier, à s'organiser par et pour lui-même et il devient ainsi une véritable force avec laquelle la bourgeoisie doit compter; il devient une force organisée, unifiée et consciente, qui peut prétendre renverser avec succès le capitalisme mondialement et instaurer une société sans classe, sans exploitation, sans oppression et sans guerre.

Aujourd'hui, le prolétariat n'a pas d'autre voie.

Aujourd'hui, ni lui, ni les révolutionnaires ne peuvent se servir du terrain électoral bourgeois.

La mascarade électorale n'a pas d'autre fonction vis-à-vis des ouvriers que de les diviser, de les mystifier, de les détourner de la seule activité qui se révèle efficace dans l'immédiat et à travers laquelle ils peuvent se hisser à la hauteur de leur tâche historique: l'action collective de masse contre l'Etat bourgeois.

(d'après R.I. n° 85, mai 1981)

JUQUIN : UN SERVITEUR ZELE

■ A en croire tous les commentateurs bourgeois (sauf ceux du PC, bien sûr), une voix "différente", "sincère", s'élève aujourd'hui dans la gauche. Juquin dans son passage à l'"Heure de Vérité" a donné la meilleure image qui soit, la preuve: les sondages faits à la fin de l'émission ont confirmé la bonne opinion générale. Et depuis, les appréciations favorables se multiplient, faisant écho à Juquin quand celui-ci exprime "son désir de faire de la politique autrement".

Qu'en est-il de cette "différence" et de ce "courant tout à fait neuf" qu'il dit représenter?

Avant de voir ce que peut raconter de "plus" ou de "différent" ce cher Juquin, il ne faut pas oublier qu'il vient à peine de "divorcer à l'amiable" du PC, dans lequel, pendant 35 ans, il a rendu de très bons et loyaux services contre la classe ouvrière. Aujourd'hui, il essaie de nous faire le coup de l'homme "neuf", cherchant à "construire un mouvement" à partir de "gens neufs".

Parlons-en de ce courant et de ces "gens neufs". Cela va des quelques rénovateurs qui l'ont suivi en passant par les écologistes à la René Dumont, le PSU, quelques petits chefs de l'agitation étudiante de décembre 86 ou de SOS-racisme, à la LCR-trotskyste, grand maître d'œuvre de sa campagne. Tout un "peuple de gauche" qui a appelé à voter Mitterrand en 1981 et soutenu les gouvernements de gauche jusqu'en 1986.

Voyons maintenant ce que nous raconte Juquin au fond! Essentiellement tout un fatras idéologique autour de quelques "valeurs de gauche" qui n'ont strictement rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière, comme le droit pour les immigrés de participer au piège anti-ouvrier des élections, la parité hommes-femmes dans le parlement et toutes les institutions de l'Etat autrement dit plus de femmes parmi les bourgeois qui nous gouvernent et nous imposent les lois de l'exploitation capitalistes, la défense du nationalisme kanak c'est à dire un terrain totalement étranger à la classe ouvrière qui n'a ni patrie ni territoire à défendre. A cela s'ajoutent bien sûr quelques "promesses sociales", destinées à faire un peu plus illusion auprès des ouvriers, qui sont peu ou prou les mêmes que nous servent régulièrement les partis de gauche à la veille de chaque élection: augmentation du SMIC, baisse du temps de travail, résorption du chômage, relance de la consommation populaire... On sait ce que cela vaut, et d'ailleurs, au journaliste inquiet d'un tel programme, Juquin, rassurant, explique qu'il n'a d'autre préoccupation que la meilleure manière de défendre le capital français face à la concurrence internationale et qu'on peut compter sur lui, pour en échange de quelques miettes, imposer aux ouvriers d'être plus productifs et pour intensifier l'exploitation de la force de travail.

En fait, si la bourgeoisie fait tant de publicité à ce "nouveau" candidat, c'est parce qu'elle en a besoin aujourd'hui:

-d'abord pour chercher à redorer le blason de la gauche en essayant de lui donner un visage "renoué", rajeuni; une gauche qui "rompt avec la bourgeoisie" qui "ouvre la voie au socialisme", comme dit "Rouge". La classe ouvrière a déjà entendu tous ces discours, on les lui a déjà servis avant 81. Elle a pu juger de leur valeur, concrètement et amèrement, pendant plus de 5 ans.

-ensuite et surtout parce qu'il lui faut détourner les ouvriers du seul terrain qui est le leur, la lutte, et les ramener sur celui des urnes, où ils ne sont plus que des "citoyens" atomisés, dociles, désarmés.

Avec la candidature de Juquin, la bourgeoisie cherche à faire du neuf avec du vieux. Les ouvriers n'ont pas à donner dans ce panneau. La seule réponse pour la classe ouvrière, c'est de rejeter, avec toutes les autres, cette nouvelle tentative de l'écartier de ses luttes véritables.

J.P

ARLETTE LAGUILLER : aussi démagogue que les autres

■ Le candidat Barre nous invite à lui faire "confiance", et comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, il affiche une confiance en lui à l'épreuve de tous les démentis que la crise du capitalisme inflige quotidiennement aux théories du "meilleur économiste de France".

Le candidat "implicite" Mitterrand pour sa part, fait appel à la fibre maternelle et paternelle de ceux que pourraient émouvoir les couches-culottes de "sa" génération.

Le candidat Chirac, pour se vendre, se présente lui comme "courageux", "ardent" et "volontaire" et nous sommes prêts à le croire en précisant qu'il met ses qualités au service de la défense du capital.

Quant à la candidate Arlette Laguiller, elle aussi s'attribue généreusement trois qualités: "l'honnêteté, la sincérité et les préoccupations d'une femme du peuple": avec la douceur de l'hiver, les fleurs ne sont pas chères. Que celle qui dans son meeting du 19.2 à la Mutualité clamait bien fort: "VOTEZ POUR MOI!", utilise les mêmes types

d'arguments que ceux des candidats "sérieux" en dit long sur la véritable fonction de la candidature de "la seule femme" présentée aux présidentielles (autre "argument" de notre "femme du peuple"). "Lutte Ouvrière" se réclame de la tradition "marxiste" et "bolchévique" du "parlementarisme révolutionnaire". En réalité, si ce dernier constituait une faute politique d'une organisation réellement prolétarienne, l'Internationale Communiste, l'utilisation par L.O. de la même démagogie que les autres partis ne fait qu'illustrer l'appartenance de cette organisation non au camp ouvrier mais au camp de ses concurrents: celui de la bourgeoisie.

La forme démagogique et bourgeoise que prend la campagne de L.O. ne fait qu'envelopper un contenu bourgeois: en appelant "les ouvriers les plus combattifs à voter Arlette", cette organisation apporte sa petite pierre à l'entreprise de détournement des ouvriers dans une impasse que constituent les élections.

CM

CHOMAGE, SECURITE SOCIALE**DERRIERE TOUS LES DISCOURS BOURGEOIS****ENCORE PLUS DE MISERE POUR LA CLASSE OUVRIERE**

■ "Le chômage est maîtrisé", "la Sécurité Sociale sauvegardée". Autrement dit, tout va pour le mieux, les améliorations doivent paraître évidentes. Tel est en substance l'essentiel de ce qui charpente les discours gouvernementaux destinés, campagne électorale oblige, à enjoliver une situation économique qui s'effondre de toutes parts.

La gauche, PC et PS, contestent ce bilan mais derrière leurs discours parfois virulents, il y a leur propre pratique qui a consisté durant leur activité au gouvernement, à innover tout un ensemble de mesures plus anti-ouvrières les unes que les autres - depuis l'institution du forfait hospitalier de l'ex-ministre PC Ralite, jusqu'à toutes les attaques (plans de licenciements, flexibilité de l'emploi, réduction des assurances-chômage, etc.) des gouvernements Mauroy et Fabius. Derrière ces discours cyniques et puants, le mensonge, la vérité se révèle.

PLUS DE CHOMAGE, PLUS DE MISERE

A en croire les discours officiels, le chômage aurait été pris à bras-le-corps. Grâce aux palliatifs mis en place, le nombre des sans-emploi aurait stagné ou même régressé, ce qui n'est que pure invention. Le gouvernement en place détiendrait enfin les moyens pour juguler ce problème.

Ces moyens, largement inspirés des mesures prises par la gauche au gouvernement qui avait créé les TUC pour tripatouiller les chiffres statistiques du chômage et "éliminer" artificiellement des chômeurs, le temps de ces stades, ont été poussés à l'extrême. Le gouvernement actuel n'a fait que reprendre, élargir et peaufiner la méthode. Juppé, le ministre délégué du budget, ne reconnaissait-il pas le 14 février dernier, que la majorité actuelle s'était "trompée" en dénigrant les TUC lorsqu'elle était dans l'opposition avant 86 : "nous les avons critiqués, nous avons eu tort".

Non seulement, depuis les TUC ont été multipliés mais aussi, par ce biais, le gouvernement a multiplié les radiations massives de l'ANPE sous les prétextes aussi douteux que le "refus de stage", la "dispense de pointage" ou la "non-recherche effective d'un emploi". Les listes de demandeurs d'emplois ont pu ainsi être élaguées. Mais pour ces exclus de l'ANPE, ils se voyaient du même coup privés de toute ressource si minimum soit-elle et donc entraînés dans une situation plus misérable.

C'est ainsi que l'on a développé les divers stades bidons, SIVP, TUC et autres où, contre une exploitation réelle les jeunes chômeurs se voyaient attribués une allocation misérable de 1200f incapable de leur permettre de se loger, se nourrir.

Même les "petits boulots" (main-d'œuvre pratiquement gratuite et sur-exploitée) ont été inventés pour tenter de limiter l'hémorragie.

Le "traitement social du chômage" par la bourgeoisie consiste en ceci : utiliser tous les moyens pour dégonfler les chiffres du chômage et pouvoir s'inventer un soi-disant assainissement de la situation.

Mais l'échec est manifeste. En dix ans, le nombre des chômeurs a plus que doublé (1,3 millions en 1978, 2,7 millions en 1988, chiffres officiels),

et après avoir "stagné", il repart de plus belle malgré le traficotage de plus en plus étendu des statistiques : augmentation de 0,6% en janvier 88. Tous les organismes officiels annoncent que cette tendance à l'augmentation va se développer dans les mois à venir, notamment par l'accroissement brutal des faillites d'entreprises qui n'ont plus les moyens de tenir le choc face à la concurrence exacerbée et par le biais des licenciements annoncés dans tous les secteurs : banques, automobile, sidérurgie, Fonction publique...

Rien d'étonnant à voir alors Seguin, ministre des Affaires sociales, ordonner de toute urgence des radiations encore plus massives de jeunes chômeurs des listes de l'ANPE : "De deux choses l'une, soit ces jeunes sont à la recherche d'un emploi et ils devraient prendre un stage de TUC, soit ils ne sont pas réellement demandeurs d'emploi et il faut les radier sans hésitation". Derrière ce coup de colère, les choses sont clairement énoncées : cette épuration constitue non seulement la poursuite d'une politique de dégonflement à tout prix des chiffres officiels du chômage, mais représente une attaque encore plus forte pour les ouvriers qui refusent de se plier aux conditions imposées par la bourgeoisie. Pour eux, le gouvernement sera sans pitié.

MOINS DE PROTECTION SOCIALE, MOINS DE SALAIRE

Derrière le brouhaha électoraliste, la prétendue "sauvegarde de la Sécurité Sociale" se traduit par la mise en place de mesures encore plus restrictives et étendues à tous : salariés, chômeurs, retraités.

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) annonce que "des mesures brutales de redressement sont inévitables en 88 pour financer la protection sociale" (Liaisons sociales du 1.02.88). La réalité de l'attaque est clairement énoncée par ces experts. D'emblée, on est avertis que ces mesures ne toucheront pas les entreprises. Autrement dit, ce sont les ouvriers qui payeront le prix.

Mais de plus, ajoute la circulaire "le pouvoir d'achat des retraités et des chômeurs serait réduit comme celui des salariés". Cela signifie qu'outre une privation de plus en plus féroce de protection sociale, des conditions toujours plus draconiennes exigées pour obtenir de quoi se soigner, survivre, les chômeurs, les retraités verront leurs maigres ressources amputées de contributions sociales nouvelles.

Quand aux salariés, on sait d'ores et déjà que les cotisations sociales qu'ils versent vont régulièrement s'accroître d'un minimum de 0,2 % par an. C'est jugé insuffisant. Ainsi l'OFCE ajoute : "il est exclu que l'on puisse résoudre le problème en augmentant seulement les cotisations."

Dans les mois à venir, la bourgeoisie va s'acharner à faire payer aux ouvriers le prix de sa crise, n'épargnant aucun d'entre eux, généralisant et amplifiant son attaque y compris sur les plus démunis. Salariés, chômeurs, retraités, tous seront la cible de nouvelles attaques plus violentes, plus impitoyables. L'extension de la misère, la précarité des emplois, la pression et la baisse sur les salaires, voilà la seule réalité qui va se développer quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes en mai 88.

MO

REUNIONS PUBLIQUES**Sur le thème:****A l'Est aussi, il faut détruire le capitalisme****BORDEAUX :**

Réunion publique le 19.03, à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

LILLE :

Réunion publique le 23 avril à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Permanence le 19.03 de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

NANTES :

Réunion publique le 12.03 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence les 4.03 et 8.04 à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les 12.03 et 9.04 de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanence les 5 et 26.03 à 18h au 27, avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.

TOULOUSE :

Réunion publique le 25.03 à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-De-moiselles).
Permanence les 4.03 et 8.04 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse le 13.03 de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 19.03 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les 5.03 et 9.04 de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

Sur le thème :**LES ELECTIONS SONT LE TERRAIN DE LA BOURGEOISIE.****CLERMONT-FERRAND :**

Réunion publique le 4.03 à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LYON :

Réunion publique le 4.03 à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS**REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE**

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90F ; ETRANGER : 90F ; PAR AVION : 150F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 65F ; ETRANGER : 65F ; PAR AVION : 80F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 150F ; ETRANGER : 150F ; PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

R.I., CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110F ; à 5 : 160F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 70F ; à 3 : 100F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
10F + 3F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
12F + 3F pour frais d'envoi

Permanence le 22.03 à 18h au café "La Brioche" 6, rue de la Barre 2e-Métro Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 6.03 à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 11.03 à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le 29.03 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.

ROUEN :

Permanence le 26.03 à 14h à la Halle aux Toiles.

Erratum

Dans le dernier numéro de RI une erreur de frappe s'est glissée dans la note (3) de l'article intitulé "Vers des affrontements de classe généralisés". Dans le passage "la question de la guerre fut au centre de l'ordre du jour du Congrès de Stuttgart en 1917", remplacer "1917" par "1907".

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

LUTTES EN GRANDE-BRETAGNE

(SUITE DE LA P. 1)

souvent débordés au début du mouvement, non seulement par la tendance des luttes à démarrer spontanément mais, plus encore, par les manifestations de rejet ouvert des consignes et propositions syndicales comme l'ont montré en particulier :

- les travailleurs de la santé, qui sont partis spontanément en lutte alors que les syndicats auxquels la plupart des infirmières sont affiliées, le RCN, s'était ouvertement opposé à la grève comme moyen d'action au nom du respect de la légalité. Face au risque de "dérèglement incontrôlé", il a fallu que les autres syndicats de la santé, tels le COHSE et le NUPE, prennent très vite le relais, se radicalisent et, pour garder le contrôle de la situation, appellent à la grève nationale du 3 février;

- les mineurs, qui n'ont pas attendu les consignes du NUM (syndicat des mineurs) pour engager la lutte et l'étendre très rapidement à tous les puits du Yorkshire. Là aussi, la bourgeoisie a dû contre-attaquer immédiatement. En déployant une gigantesque campagne autour de la réélection de A. Scargill à la tête du NUM, il s'agissait pour elle de redorer le blason quelque peu terni du principal maître d'oeuvre de l'isolement et de la défaite des mineurs en 84-85 afin de permettre à ce dernier de continuer son sale travail de sabotage, d'enfermement de la lutte dans le seul secteur des mines;

- les marins, qui ont refusé de reprendre le travail le 4 février à l'appel des syndicats. 10 jours plus tard, 3000 marins votaient encore pour la poursuite de la grève;

- et surtout les ouvriers de Ford, dont la grève sauvage qui a éclaté à Dagenham et Halewood exprimait une réaction de colère contre les syndicats qui venaient de signer dans leur dos un compromis salarial avec la direction. C'est alors qu'on a vu les syndicats faire volte-face, annuler immédiatement l'accord salarial et sonner le tocsin en organisant un vote pour ou contre la grève dans toutes les usines Ford du pays afin de pouvoir contenir, encadrer, circonscrire la combativité dans ce secteur et empêcher les ouvriers de prendre l'initiative de la lutte.

Telle fut la première étape de la contre-offensive de la bourgeoisie : consolider son appareil d'encadrement dont le mouvement d'aujourd'hui a révélé l'usure croissante, usure qui s'est particulièrement accélérée avec le sabotage systématique par les syndicats des luttes massives menées, ces 3 dernières années, par la classe ouvrière en Grande-Bretagne (grève des mineurs en 84-85, grève des ouvriers de la presse en 86, grève des travailleurs de British Telecom en 87).

FACE AU BESOIN DES OUVRIERS
DE RASSEMBLER LEURS FORCES...

Depuis des années, la classe ouvrière en Grande-Bretagne, plus que dans tout autre pays d'Europe occidentale, s'est heurtée à une difficulté majeure : celle de l'isolement, du cloisonnement de ses luttes par usines, par secteurs, par corporations. Tous les combats qu'elle a menés jusqu'à présent, aussi massifs, aussi "durs", aussi "radicaux" qu'ils aient pu être n'ont débouché que sur une succession d'échecs tous plus amers les uns que les autres du fait du poids du corporatisme - habilement entretenu et renforcé par les syndicats - et qui, à chaque fois, est venu porter un coup fatal à ses luttes... Aujourd'hui, en Grande-Bretagne comme partout ailleurs, avec l'accélération brutale de la crise qui contraint la bourgeoisie à intensifier ses attaques contre tous les secteurs simultanément, des attaques d'une violence telle qu'elles sont devenues insupportables pour toute la classe ouvrière, celle-ci n'a pas d'autre choix que de relever le défi en continuant à tirer les leçons de ses défaites passées.

Ainsi, dans la vague de luttes présentes, le besoin de lutter autrement, non plus de façon isolée, chacun dans son secteur ou son usine était au coeur des préoccupations ouvrières comme l'ont montré clairement les réactions de solidarité qui ont commencé à s'exprimer dans certains secteurs tels :

- le secteur de la santé où, le 3 février, un groupe d'infirmières a pris l'initiative d'aller chercher la solidarité des mineurs en entraînant des ouvriers du puits de Frickley dans des manifestations et assemblées de travailleurs de la santé ;

- le secteur de l'automobile où, le 9 février, à l'usine Vauxhall d'Ellesmere Port, les ouvriers ont voté massivement en assemblée générale une grève de 48 heures en solidarité avec les infirmières dont ils ont soutenu toutes les revendications.

Et c'est face à cette tendance de la classe ouvrière à prendre de plus en plus conscience de la nécessité de briser l'isolement, de faire converger les différents foyers de luttes en un seul front uni contre les attaques de la bourgeoisie que celle-ci a engagé toutes ses forces dans la bataille afin d'empêcher le développement d'une telle riposte.

...LES SYNDICATS SABOTENT LE MOUVEMENT
POUR EMPECHER UNE RIPOSTE UNIE
DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

L'inquiétude de la bourgeoisie était d'autant plus justifiée que le danger d'unification des luttes était particulièrement renforcé du fait non seulement de l'énorme popularité de la grève des infirmières mais surtout de l'entrée en lutte des ouvriers de Ford, secteur central tant par sa concentration que par son expérience accumulée des manœuvres de sabotage syndical.

C'est ainsi que la deuxième étape de la contre-offensive bourgeoise va se révéler être une véritable course de vitesse entre bourgeoisie et

prolétariat. Du fait de l'extrême rapidité avec laquelle se sont propagées les explosions ouvrières dans tous les secteurs, la bourgeoisie a dû mettre le paquet pour ne pas être prise de court face au danger croissant d'unification des luttes. Toute sa stratégie s'est efforcée non seulement de diviser, cloisonner, enfermer la combativité ouvrière au sein de chaque secteur, mais surtout d'empêcher à tout prix la simultanéité des luttes en particulier dans les secteurs les plus déterminants (automobile, santé...).

Et une fois encore, les syndicats britanniques se sont révélés les champions dans l'art de planifier et organiser un tel sabotage de la riposte ouvrière en déployant toute une série de manœuvres dans tous les secteurs :

- dans l'automobile : alors que la lutte dans le secteur des mines et de la santé continuait à se développer, les syndicats des usines Ford et Vauxhall ont fait des pieds et des mains pour retarder au maximum l'entrée en lutte des ouvriers de l'automobile. Il fallait en particulier éviter à tout prix que ces derniers ne se mobilisent le 3 février, jour de la grève nationale des infirmières. Et pour atteindre cet objectif, les syndicats ont organisé pendant plusieurs jours une succession de votes avant de faire démarrer la grève... cinq jours après la journée nationale d'action dans la santé;

De même, à Renault, au moment où les ouvriers de Ford, Vauxhall et les enseignants viennent d'engager le combat, les syndicats vont déposer le 12 février un préavis de grève pour le... 26, c'est-à-dire 15 jours après le rejet par les ouvriers des propositions salariales de la direction ! ;

- chez les marins : au moment où la colère ouvrière explose aux usines Ford de Dagenham et Halewood, le NUS (syndicat des marins) appelle subitement à la reprise du travail dans les ports le 4 février, c'est-à-dire 3 jours après avoir lancé, sous la poussée de la combativité ouvrière, le mot d'ordre de ... "grève illimitée" ! ;

- dans la santé : face à la détermination des infirmières de poursuivre la lutte alors que tous les secteurs étaient désormais entrés dans le mouvement, les syndicats vont planifier un calendrier de "journées d'action" en repoussant la date le plus tard possible (vers la mi-mars) espérant que, d'ici là, le calme serait rétabli. Par ailleurs, ils ont tout fait pour enfermer la combativité des travailleurs de la santé dans le cadre du corporatisme, en déviant leurs revendications initiales sur un faux terrain et derrière le mot d'ordre gestionnaire "Non à la privatisation, sauvons le NHS!".

Voilà comment, en moins de 3 semaines, la bourgeoisie est parvenue à ses fins - empêcher l'unification des luttes ouvrières - grâce à une stratégie parfaitement orchestrée par ses principales forces d'encadrement. Cependant, si cet objectif a pu être atteint, ce fut au prix d'une perte de crédit considérable des syndicats dans les rangs ouvriers comme en ont témoigné les multiples réactions de contestation, voire de rejet, des consignes syndicales. C'est pour cela que la bourgeoisie a été contrainte, dès le début du mouvement, de mobiliser sur le terrain ses bataillons de gauchistes et autres syndicalistes de base dont la tâche se devait de parachever la sale besogne des syndicats. On a vu ainsi, dans le secteur de la santé, par exemple, les groupes gauchistes et syndicalistes de base exécuter

Pologne

JARUZELSKI COGNE,

SOLIDARNOSC LIE LES MAINS DES OUVRIERS

■ Le 30 janvier dernier, le gouvernement polonais annonçait des hausses de prix d'une ampleur exceptionnelle : denrées alimentaires et cigarettes + 40% ; alcools + 46% ; transports, loyers, tarifs postaux + 50% ; essence + 60% ; gazole + 100% ; toutes ces mesures applicables immédiatement tandis que pour le 1er avril une nouvelle vague de hausses est annoncée : charbon + 200% ; gaz et électricité + 100% ; crèches et services sociaux + 100%, etc... Et si le gouvernement parle en même temps "d'octroyer des compensations" en augmentant salaires et retraites, ce ne peut être qu'une cynique plaisanterie quand on sait que ces compensations atteignent dans le meilleur des cas 20% du salaire et que les miettes accordées aux retraites et allocations sont encore plus dérisoires en regard de l'ampleur des hausses de prix.

C'est donc bien un nouveau et brutal tour de vis qui est imposé aux ouvriers polonais qui amputera de plus d'un quart leur niveau de vie. Il faut imaginer derrière l'aspect glacial des chiffres ce que cela représente de misère, de souffrance accrues pour une population déjà soumise aux pires privations. C'est le minimum vital qui est attaqué ; c'est l'impossibilité de se nourrir à sa faim, de se vêtir et de se chauffer dans un pays au climat rude, c'est l'allongement des queues déjà démesurées pour obtenir un ridicule morceau de viande ou quelques légumes. C'est véritablement de cette misère et plus encore qu'il est question. Ce sont de tels coups que le gouvernement polonais porte aux ouvriers et qu'il ne peut éviter de porter du fait de l'état de délabrement de son économie.

Cette attaque, la bourgeoisie polonaise l'a longuement préparée et elle a mis tous les atouts de son côté pour la faire passer.

Déjà, avec le référendum de novembre 87 (proposant aux ouvriers un faux choix : plus de "libertés démocratiques" contre une politique de "vérité

leurs basses oeuvres : face au besoin d'unité exprimé par les infirmières, ils ont tenté de constituer une coordination des comités de shop-stewards (comités de délégués de base) derrière le mot d'ordre "unité...syndicale contre la division des syndicats" ! Voilà comment ces chiens de garde de la bourgeoisie ont pu récupérer à leur propre compte le besoin d'unité des ouvriers pour les ramener dans les rangs des syndicats et finalement de l'enfermement corporatiste.

LA LUTTE DES OUVRIERS EN GRANDE-BRETAGNE
EST NOTRE LUTTE

Ainsi, dans ce nouveau bras de fer entre bourgeoisie et prolétariat, la bourgeoisie vient de remporter une première victoire. Cependant, cette bataille est loin d'être terminée. En effet, même si en Grande-Bretagne, dans les jours et les semaines à venir, la classe ouvrière ne parvient pas à développer son combat, même si ce mouvement est amené à buter sur ses propres limites - du fait des difficultés de la classe ouvrière à prendre elle-même ses luttes en mains pour les unifier -, ce combat est appelé à repartir avec plus de vigueur encore. Il le sera nécessairement dans la mesure où, avec l'accélération de la crise, les attaques bourgeoises ne laisseront aucun répit à la classe ouvrière. Celle-ci n'aura pas d'autre alternative que de continuer à hisser sa riposte au niveau requis par l'ampleur de ces attaques.

Ce combat que mène aujourd'hui le prolétariat en Grande-Bretagne est le nôtre. Il est celui de toute la classe ouvrière mondiale et plus particulièrement de ses bataillons les plus concentrés et expérimentés, ceux d'Europe occidentale. En France, comme en Grande-Bretagne, comme dans tous les pays, c'est la même misère grandissante que la bourgeoisie cherche à imposer à toute la classe ouvrière, ce sont les mêmes ennemis auxquels celle-ci doit se confronter, ce sont les mêmes tactiques de sabotage auxquelles elle se heurte quotidiennement dans ses luttes.

Voilà pourquoi nous devons tirer toutes les leçons de ce mouvement comme de tous les combats que la classe ouvrière a menés ces deux dernières années, que ce soit en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, ou en Allemagne :

- face aux attaques incessantes contre toutes nos conditions de vie, comme nos frères de classe en Grande-Bretagne, engageons massivement le combat dans tous les secteurs ;

- contre les magouilles syndicales, ne comptons que sur nos propres forces, prenons notre lutte en main et dirigeons-la nous-mêmes en discutant dans des assemblées générales ouvertes à tous, ouvriers actifs de tous les secteurs, chômeurs et groupes révolutionnaires ;

- développons notre solidarité de classe, sortons des usines et des entreprises pour élargir, unifier la lutte en envoyant des délégations massives vers les autres secteurs et en avançant des revendications communes à tous.

C'est uniquement de cette façon, en s'appropriant toutes ces leçons, que la classe ouvrière sera en mesure non seulement de repousser les attaques de la bourgeoisie mais aussi de se donner les moyens d'en finir avec la misère et la barbarie croissantes que lui impose un système plongé dans une crise insurmontable.

Avril
(19/2/88)

des prix"), le gouvernement avait commencé à mettre en condition la classe ouvrière, à la préparer à la perspective de nouvelles attaques extrêmement violentes contre toutes ses conditions d'existence. Pour ce faire, la meilleure solution consistait à jouer sur les illusions démocratiques et électorales, à désarmer préventivement les ouvriers pour appliquer par la suite l'attaque prévue. Que la participation électorale ait été faible, que le "Non" même l'ait emporté, n'a pas grande importance, du fait que les abstentionnistes ont été "canalisés" par le syndicat Solidarnosc sur le même terrain démocratique. En même temps que par le référendum on introduisait l'idée des augmentations de prix - en attendant ces augmentations elles-mêmes -, tout le débat et toutes les préoccupations, grâce à Walesa et consorts, étaient polarisés sur le plus ou moins de démocratie, sur la valeur de ce vote, en un mot sur un terrain qui n'est pas celui de la classe ouvrière et sur lequel, l'expérience le montre, elle ne peut que subir la défaite.

On voit à quel point l'Etat polonais a appris depuis les luttes passées et notamment celles de 80-81. Il sait aujourd'hui, avec l'aide précieuse de Solidarnosc, exploiter les illusions démocratiques et électorales, pour préparer, assener et faire passer ses attaques. Et cela est le fruit de 7 années de travail acharné de ce syndicat, qui après avoir joué le rôle de pompier social depuis les luttes de 80-81 (1), après s'être refait une image de martyr par le passage de ses dirigeants dans les prisons dorées de Jaruzelski qui a effacé aux yeux des ouvriers le souvenir de ses sabotages, a continué sans relâche à jouer son rôle de démobilisation, de dévoiement des luttes ouvrières.

Ainsi, lors de l'annonce des hausses de prix fin janvier, le syndicat joue son jeu habituel. D'un côté, comme le dit cyniquement le journal "Le

(SUITE P. 7)

INTERVENTION DU CCI

■ L'importante vague de luttes qui vient de secouer la Grande-Bretagne a, une fois de plus, placé les révolutionnaires devant leurs responsabilités face à leur classe. Pour sa part, le CCI s'est proposé d'intervenir activement, tout au long de ce mouvement, pour soutenir, impulser, orienter la dynamique ouvrière. Plusieurs tracts ont été diffusés à chaque étape du combat :

- le 1er février : dès le début du mouvement, au moment où le besoin immédiat de la lutte était celui de son extension à tous les secteurs, le CCI a distribué un premier tract mettant en avant la nécessité de tirer jusqu'au bout les leçons de la défaite des mineurs en 84-85, en brisant l'isolement, en ripostant tous unis contre des attaques qui frappent l'ensemble de la classe ouvrière. Ce tract fut particulièrement bien accueilli à l'usine Ford de Dagenham qui, 3 jours plus tard, devait entrer spontanément dans la lutte. De même, aux usines Vauxhall

où les ouvriers furent très réceptifs à l'idée développée dans ce tract- d'entrer en lutte en solidarité avec Ford ;

- le 5 février : au lendemain de l'éclatement de la grève sauvage à Ford Dagenham, afin de contrer les manœuvres de sabotage syndical et d'encourager les ouvriers de ce secteur-phare dont l'action était la plus à même d'entraîner celle de tous les secteurs, le CCI diffuse, dans toutes les usines Ford, un tract appelant les ouvriers à sortir de leur usine pour rejoindre les autres secteurs en grève et entraîner dans la lutte ceux qui n'avaient pas encore engagé le combat ;

-le 8 février : face au renforcement de la contre-offensive bourgeoise, le CCI diffuse un 3ème tract (que nous publions ci-dessous), tirant les premières leçons du mouvement et appelant à l'unification des luttes contre les manœuvres syndicales de division du mouvement.

NE LAISSONS PAS DISPERSER NOS LUTTES RIPOSTONS ENSEMBLE MAINTENANT !

Les grèves ouvrières, luttes et manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours dans de nombreux secteurs montrent que la classe ouvrière en Grande-Bretagne, comme les ouvriers des autres pays, résiste à l'austérité massive avec une vague de grèves massive. C'est le plus fort mouvement de classe en G.B. depuis 1979 et de toute évidence la classe dominante s'en inquiète.

Cette semaine avec l'entrée en lutte des 32.000 ouvriers de Ford, avec les enseignants, les fonctionnaires, le personnel des lignes aériennes et d'autres qui promettent de venir renforcer nos rangs -et avec le mécontentement qui bouillonne encore dans les ports, la santé, les mines et d'autres secteurs- il est possible de pousser le mouvement plus loin.

Mais, ouvriers, attention: l'Etat sabote déjà le mouvement et la semaine dernière il s'est arrangé pour que deux secteurs clé -les ouvriers de Ford et les infirmières- ne débrayent pas en même temps. Et cette semaine il essaie d'isoler tous les conflits et de les enfermer sur eux-mêmes. Les marins sont supposés reprendre le travail et se mettre à suivre les procès des tribunaux. Les ouvriers de Ford sont supposés faire des piquets de grève devant des usines vides ou faire une grève longue et "dure" en restant chez eux. On dit aux autres secteurs de "s'occuper de leurs affaires" dans l'isolement, séparés des autres.

Voilà comment ont été isolés les sidérurgistes en 1980, les mineurs en 1984-85, les imprimeurs en 86 et les travailleurs de British Telecom en 87. Si cette stratégie de l'isolement réussit à nouveau aujourd'hui, on va encore être battus et les attaques vont redoubler.

TOUS LES OUVRIERS ONT A FAIRE FACE AUX MEMES ATTAQUES

La classe dominante s'attache fiévreusement à disperser ces luttes précisément parce que les conditions aujourd'hui sont plus favorables que jamais pour une riposte unie de notre classe. La crise économique qui s'approfondit oblige la bourgeoisie à attaquer pratiquement tous les secteurs à la fois.

Les mineurs, les postiers, les ouvriers de l'automobile, les travailleurs de la santé et d'autres, tous ont affaire à la même augmentation de la productivité avec des salaires minables et aucune sécurité d'emploi au bout du compte. C'est pour cela qu'il y a tant de secteurs en lutte en même temps.

Aux ouvriers maintenant de réaliser le potentiel de la situation en étendant les grèves en dehors de leur secteur, en unissant les luttes nombreuses mais dispersées et en prenant en charge les luttes eux-mêmes. C'est de la folie de lutter dans son coin alors qu'il y a un ennemi commun qui utilise partout les mêmes pièges.

LES OUVRIERS FACE A L'OBSTACLE SYNDICAL

La semaine dernière on a vu de nombreux exemples d'ouvriers essayant d'unir leurs luttes:

- . des auxiliaires des hôpitaux, des enseignants, des postiers et d'autres se sont joints à la manifestation des infirmières à Londres ;
- . des piquets d'infirmières sont allées voir les mineurs de Frickley et les ont fait sortir des puits ;
- . des marins se sont mis en grève (illégal) en solidarité avec leurs collègues licenciés et pour leurs propres revendications.

Mais partout la poussée ouvrière vers l'unité s'est heurtée à la barrière, pas seulement des Conservateurs, des tribunaux et de la police, mais surtout des syndicats.

LES SYNDICATS FONT TOUT POUR SABOTER LA LUTTE

Les syndicats ont essayé mille et une fois de briser l'unité du mouvement:

- . en donnant la consigne aux infirmières de ne pas faire grève ou de ne pas manifester;
- . en donnant la consigne aux marins de reprendre le travail pour que "la procédure légale puisse se mettre en place";
- . en soumettant les ouvriers de Ford au rituel sans fin des votes et des négociations alors que l'enjeu de l'unité ouvrière se jouait dans la rue ;
- . en poussant les infirmières et les employés municipaux à aller à Downing Street se confronter à la police au lieu d'aller vers les autres ouvriers en lutte (...).

Ouvriers, si nous voulons résister efficacement à toutes ces manœuvres contre notre mouvement et son unité réelle, on doit riposter rapidement en:

ENVOYANT DES DELEGATIONS MASSIVES VERS LES OUVRIERS EN LUTTE OU SUR LE POINT DE SE METTRE EN LUTTE. Ouvriers de Ford de Halewood rejoignez les marins de Liverpool et Holyhead et Belfast, et les ouvriers de Vauxhall à Ellesmere Port.

Ouvriers de Vauxhall, ne vous laissez pas avoir par les magouilles des votes à répétition comme cela s'est passé à Ford jusqu'à ce que les ouvriers aient démarré la lutte contre les syndicats et la direction. Lutte maintenant! Allez massivement vers les ouvriers de Ford pour briser leur isolement.

. EN FAISANT DES MANIFESTATIONS MASSIVES A LONDRES ET DANS LES AUTRES GRANDES VILLES, APPELANT TOUS LES OUVRIERS A S'Y JOINDRE

. EN METTANT EN AVANT DES REVENDICATIONS QUI UNISSENT TOUS LES OUVRIERS: PAS DE BAISSSE DES SALAIRES, PAS DE LICENCIEMENTS, PAS D'ACCELERATIONS DE CADENCE NI D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE...

. TENEZ REGULIEREMENT DES ASSEMBLEES GENERALES MASSIVES OUVERTES A TOUS LES OUVRIERS où on peut discuter et prendre collectivement les décisions concernant les besoins de la lutte et comment la mener de l'avant.

. ELISEZ DES COMITES DE GREVE QUI N'AIENT DES COMPTES A RENDRE QU'AUX ASSEMBLEES OUVRIERES ET NON AUX SYNDICATS !

L'unité des luttes ouvrières est possible. Elle est nécessaire si on veut gagner. Mais elle ne se fera que si les ouvriers déjouent les pièges tendus par la bourgeoisie et prennent en main l'extension et l'unification du combat.

C.C.I
8.2.88

GREVES MASSIVES EN SUEDE LES MANOEUVRES BOURGEOISES EMPECHENT L'ELARGISSEMENT DE LA LUTTE

■ Manifestation dès le début de cette année de la combativité des travailleurs internationalement, après les mouvements en Allemagne, avec les grèves en Grande-Bretagne, la grève de 45000 employés, techniciens et cadres du secteur privé en Suède, pour la première fois aussi suivie et simultanée dans les principales compagnies du pays, a donné chaud à la bourgeoisie suédoise.

Cette grève contre la limitation à 0,9% de l'augmentation salariale trimestrielle, a été très populaire partout, en particulier parmi les ouvriers de production des entreprises touchées par la grève, qui de leur côté se voient offrir une augmentation encore plus maigre de 0,7%! De plus, en même temps que se déroulait la grève appelée par le SIF, syndicat des "cols blancs" du secteur privé, des négociations au niveau local dans l'industrie chimique et plastique décidaient de leur côté d'une augmentation maximum de 1,4%, son attribution étant assujettie au rendement à la production, ce qui provoquait immédiatement dans plusieurs usines de cette branche des réactions spontanées des ouvriers (en particulier chez Nobel-Bofors, fabricant de poudres et explosifs, fleuron de l'industrie d'armements, 150 ouvriers débrayèrent plusieurs heures à l'annonce de l'accord patronat-syndicats). Enfin la limitation d'augmentation annuelle de salaire à 4% dans le secteur public provoque une colère croissante du personnel de l'Etat dont le niveau de vie ne cesse de baisser depuis plusieurs années.

Ainsi, après les nombreuses et courtes "grèves sauvages" dans l'industrie privée et les mouvements répétés dans le secteur public qui se sont produits ces dernières années, le "climat social" est à nouveau tendu en Suède. La bourgeoisie suédoise se trouve aux prises avec un mécontentement généralisé et cette fois ouvert dans toutes les grandes entreprises du secteur privé, avec la grève de travailleurs traditionnellement moins combattifs, soi-disant "privilegiés" (informaticiens, techniciens, employés de bureau).

L'inexpérience des travailleurs dans ce secteur a permis la mainmise complète du syndicat sur la

grève, puis les manœuvres gouvernement (social-démocrate)- patronat- syndicats ont empêché que se manifeste ouvertement et activement le mécontentement existant parmi les ouvriers de production et les travailleurs du secteur public. Aussi la grève s'est arrêtée, contre de vagues promesses faites aux "cols blancs" de quelques miettes à négocier au niveau local. Mais néanmoins, dans le pays, ce mouvement a été pour la classe ouvrière une nouvelle démonstration vivante que les travailleurs ont les mêmes intérêts communs face aux mêmes attaques des conditions de vie, et ceci quelles que soient les barrières sectorielles et corporatistes; et internationalement, la paralysie des industries prestigieuses du capitalisme suédois réputé compétitif et en bonne santé a eu un indéniable écho, et doit servir à montrer combien n'est que mensonge toute la propagande sur la "modernisation" ou la "compétitivité" des entreprises, tous les discours assénés actuellement pour tenter de faire avaler aux travailleurs une férocité austérité.

Pour enrayer le mécontentement, la bourgeoisie suédoise a utilisé des manœuvres classiques. D'abord un complet black-out de la part du patronat et des syndicats sur les "négociations" en cours pendant la grève. Rien ne filtre. Impossible de savoir ce qui est discuté. Et pour cause, le patronat ne veut rien savoir et maintient ses décisions. Gouvernement-patronat-syndicats perçoivent parfaitement que céder entraînerait les ouvriers dans la grève et redonnerait du tonus à la combativité permanente des travailleurs du secteur public. Céder mettrait par terre toute la planification des mesures drastiques de limitation de l'inflation nécessaire au maintien à flot de la compétitivité de l'industrie nationale qui paye lourdement la crise (baisse du dollar alors que les exportations essentielles se font vers les Etats-Unis et payées en dollars; effondrement des placements boursiers, loin d'être négligeable, même si les entreprises suédoises ont encore relativement les reins solides).

En plus du black-out, la bourgeoisie va s'employer à diviser les travailleurs. Les décisions salariales pour les différents secteurs (secteur pu-

blic, industrie mécanique, industrie chimique, etc.) sont soigneusement séparées, chaque "négociation" étant menée par le syndicat de la branche, alors que fondamentalement la mesure est la même pour tous: la règle générale décidée par le gouvernement d'un maximum de 4% d'augmentation, c'est-à-dire moins partout où c'est possible, le taux d'inflation étant (officiellement) de 5,8%. Au début de la grève, le patronat ne prononce pas tout de suite le classique "lock-out" impopulaire et temporise; le lock-out de 50.000 ouvriers des industries bloquées par la grève est décidé à un moment où la grève dure déjà depuis plus d'une semaine et où les syndicats tiennent la situation en mains. Les syndicats ne s'opposent pas ouvertement au sentiment de solidarité qui se manifeste par rapport à la grève mais paralysent dans les faits toute possibilité de solidarité active en focalisant l'attention sur les négociations autour de la grève. La structure syndicaliste de base ("Dalaprising"), malgré le peu de popularité des "revendications" qu'elle met en avant au niveau des réunions syndicales locales, s'efforce pour sa part d'apparaître comme alternative "radicale" face au ras-le-bol croissant des travailleurs vis-à-vis des centrales syndicales. Le mouvement marque le pas.

oOo

Ce mouvement est significatif de la tendance internationale qui se développe lentement dans les pays industrialisés vers la lutte de secteurs de plus en plus nombreux de travailleurs et contre les manœuvres syndicales. Malgré la défaite sur les revendications et l'isolement corporatiste qui s'est imposé, il marque en Suède pour la première fois dans le secteur privé une massivité et une simultanéité sans précédents, et les propositions avancées dans l'intervention par tract du CCI en Suède sur la nécessité d'actions communes des différents secteurs ont reçu en plusieurs occasions un accueil favorable parmi les travailleurs.

MG
(D'après Internationell Revolution)

LA CRISE DU CAPITALISME, C'EST LA CRISE DE SURPRODUCTION

Depuis plusieurs mois, la crise boursière qui a semé la panique dans toutes les places financières du capitalisme révèle la faillite totale de ce système. Mais cette crise qui ébranle aujourd'hui les bourses dans tous les pays n'est qu'une des manifestations extrêmes de la crise de surproduction qui ruine l'économie mondiale. Ce qu'elle traduit en réalité c'est l'incapacité croissante du capitalisme à tirer des profits dans la production industrielle. Si les investisseurs se réfugient de plus en plus dans la spéculation financière c'est uniquement du fait que, avec la réduction croissante du marché mondial, le capitalisme a de plus en plus de difficultés à écouler ses marchandises. Ainsi, si cette fièvre spéculative a principalement pour cause la fuite des capitaux de la sphère de la production, cette fuite a elle-même pour cause la surproduction mondiale, surproduction non par rapport aux besoins humains mais par rapport aux lois aberrantes de ce système.

■ Si la chute des bourses rend la bourgeoisie malade, c'est parce qu'elle sait que cela n'est que le révélateur, le symptôme d'un mal plus grave et plus profond, mal que la spéculation boursière voulait contourner et qu'elle n'a réussi qu'à aggraver : le cancer de la surproduction généralisée. Effet de la surproduction, la spéculation boursière dans ses formes actuelles, ne fait que remettre en pleine lumière ce que la montée des bourses prétendait masquer, à savoir que la maladie désormais mortelle du système capitaliste c'est, selon les termes du Manifeste Communiste, "une épidémie sociale, qui à toute autre époque eut semblé absurde : l'épidémie de la surproduction".

PLUS LE CAPITALISME EST CAPABLE DE PRODUIRE, PLUS IL DEVELOPPE LA MISERE DANS LE MONDE

Le capitalisme agonise, et ce faisant, réduit à la misère des centaines de milliers d'être humains, non parce qu'il ne produit pas assez, mais au contraire parce qu'il produit trop par rapport aux limites du marché mondial, et ici la mesure de cette limite, ce ne sont pas les besoins humains, même les plus élémentaires, mais celle du profit capitaliste.

L'aberration, l'absurdité du capitalisme décadent éclate dans toute son horreur lorsqu'on voit l'antagonisme de plus en plus absolu existant entre l'état du développement des forces productives (ce qu'on produit et ce qu'on pourrait produire dès aujourd'hui) et les rapports sociaux capitalistes, rapports qui font qu'on réduit des millions d'ouvriers à la misère et qu'un tiers de l'humanité creève littéralement de faim, alors même que s'accumulent les stocks de produits in vendus de toute sorte. La famine, la malnutrition règnent non pas parce qu'il n'y aurait pas assez de blé, de lait ou de viande, mais parce qu'il y en a, au contraire, trop, trop pour ce que le rapport capitaliste peut absorber.

Cette épidémie généralisée de la surproduction, épidémie qui concerne tous les secteurs, aussi bien agricoles qu'industriels ou miniers, ne peut que continuer à s'étendre sous le choc conjugué du développement de la productivité du travail et de la réduction à la misère de fractions, sans cesse plus larges, de l'humanité, au centre comme à la périphérie du système.

Cette explosion généralisée de la surproduction, qui n'en finit pas de ravager tous les secteurs, tous les pays, atteint l'un de ses paroxysmes dans le secteur agricole, aujourd'hui en crise et qui le sera encore plus demain, non parce qu'il ne produit pas assez, non parce qu'il n'est pas assez modernisé, mais au contraire parce qu'il se modernise "trop". Ainsi "les rendements mondiaux de céréales ont crû de 24% entre 75 et 85 alors qu'ils avaient déjà augmenté de 31% entre 65 et 75. Il est déjà possible de pronostiquer des croissances de production bien supérieures à l'évolution de la demande..." ("Le Monde Diplomatique" - février 88). Montagnes de lait, de blé, de viande etc..., d'un côté, et de l'autre, l'extension de la misère et de la famine qui gagnent désormais de plus en plus les pays "riches", les plus développés.

LE CAPITALISME NE SURVIT QU'EN DETRUISANT

Face à cette épidémie de plus en plus généralisée, le capitalisme ne peut plus se contenter de stocker la viande, le lait, les voitures ou les navires invendus comme il y a quelques années dans les fjords de Norvège ou les frigos de la CEE. Les quantités dépassent largement les possibilités de stockage et le stockage lui-même coûte de plus en plus cher, à mesure que les possibilités d'écoulement se raréfient. Dès lors, on ne peut plus se contenter de stocker mais il faut détruire, détruire les produits qu'on ne peut vendre mais aussi les forces productives elles-mêmes. Ici l'absurdité totale du mode de production capitaliste éclate dans toute sa crudité et révèle au grand jour que "la crise de surproduction n'est pas seulement la production d'un excédent sans débouché mais aussi la destruction de cet excédent" (RINT n° 31). Plus la crise s'approfondit, plus la nécessité de détruire massivement grandit jusqu'à devenir un trait dominant du fonctionnement, de la vie du capitalisme, et plus ce système qui est né "les pieds dans la boue et le sang", selon les mots de Marx, devient, et ce totalement, synonyme de barbarie. On ne se contente plus de brûler le café invendu, ce sont les champs eux-mêmes qu'on stérilise (cf notre encart sur le gel des cultures). Ce

ne sont plus seulement les navires que l'on envoie rouiller dans les fjords avant de les porter à la casse, ce sont les usines, des secteurs entiers de la production que l'on fait disparaître en les fermant. Depuis dix ans, la moitié des chantiers navals ont été fermés, du Japon à la Suède en passant par la France. Et c'est le même phénomène auquel nous assistons concernant la sidérurgie, le textile, les mines, la chimie lourde et de plus en plus, à son tour, l'automobile.

La faim gagne dans le monde... la CEE réduit les terres cultivables

■ Les aberrations du système capitaliste dont la loi de la valeur fait que tout produit qui ne trouve pas acheteur devient un produit en trop, bon à jeter, trouvent une illustration particulièrement claire et écoeurante dans la surproduction agricole et les palliatifs que la bourgeoisie mondiale tente d'y apporter, dans le cadre de l'exacerbation de la guerre économique.

En 1987, la production céréalière mondiale a atteint un niveau record (1679 millions de tonnes) avec pourtant une surface cultivée en diminution : aux USA par exemple, 30 millions d'hectares de terre cultivées soit un sixième de la superficie agricole américaine ont été mis volontairement en friche, afin de chercher à diminuer la surproduction et les subventions de l'Etat, dans un secteur de l'économie dont les marchés menacent de s'effondrer.

Les USA ont ainsi proposé de supprimer totalement les subventions à l'exportation et l'aide aux agriculteurs pendant dix ans minimum, tout en maintenant des "subsides" de survie aux paysans... à condition que cet argent n'ait pas "d'effet sur la production !".

Jusqu'alors, l'Europe et les USA soutenaient à coup de subventions et de vente à prix cassé l'exportation de leurs produits agricoles, parallèlement à une imposition de quotas à la production pour les agriculteurs ; de 1976 à 1986, l'Europe a ainsi dépensé 170 millions de dollars et dépense actuellement les deux-tiers des finances de la CEE en subventions agricoles, les USA quant à eux, ont dépensé 126 millions de dollars pour la même période et leurs subventions comptent pour 12 % du déficit budgétaire américain. Ce soutien à un secteur pourtant traditionnellement rentable devient à présent trop coûteux. Aussi, tout récemment à Bruxelles, la CEE a entériné la décision de réduire de 20 % le "volume des céréales et de la viande bovine", grâce à un "gel" des terres entre autres -terres qui seraient reboisées ou encore mieux, transformées en terrain de golf ou de chasse !

L'aberration est criante. Alors que la famine frappe les 2/3 de l'humanité et ne cesse de s'étendre (dans le seul Soudan, plus d'un million d'être humains sont directement menacés de mourir de faim), alors que la misère s'installe au cœur des pays développés, la bourgeoisie, devant l'exacerbation des contradictions de son système, stérilise, détruit la production de moyens de subsistance nécessaires à la plus élémentaire survie ; des moyens de subsistance dont manque la majeure partie des êtres humains, dans les pays sous-développés, mais aussi de plus en plus, dans les pays développés.

SN

Sans cesse le secteur productif, celui qui produit l'essentiel de toutes les richesses, voit sa part se réduire, fermeture d'usine après fermeture. Ici encore, la première puissance mondiale, les USA, indique l'avenir au reste du monde : les emplois pour l'industrie qui étaient de 43% en 1945 chutent à 33% en 1970 pour atteindre environ 25% aujourd'hui. Ainsi, alors qu'on nous a chanté sur tous les tons la capacité de "l'Amérique de Reagan" de créer des emplois, c'est en fait à une immense destruction de richesse que nous avons assisté via une désindustrialisation massive. L'explosion du secteur des services, pour leur grande majorité improductifs ne peut masquer cette destruction de richesses, et la crise boursière est venue, s'il en était besoin, rappeler que le cœur du système reste l'industrie. Et tout affaiblissement de celle-ci ne peut que se retourner contre le secteur improductif, comme en témoignent actuellement par exemple les licenciements massifs programmés un peu partout dans le monde dans le secteur bancaire et bientôt dans celui des assurances.

IL FAUT DETRUIRE CE SYSTEME ABERRANT ET BARBARE

Ainsi alors qu'il est de plus en plus difficile pour les ouvriers de se nourrir, se vêtir, se loger et se chauffer décemment, ils sont, à l'Est comme à l'Ouest, réduits à la misère non parce qu'ils ne produisent pas assez, mais parce qu'ils produisent trop, comme l'illustre caricaturalement l'Etat polonais qui leur impose une augmentation de 200% du prix du charbon, alors qu'elle est un des principaux producteurs d'Europe de charbon ! Cette barbarie, cette aberration du système capitaliste est d'autant

plus révoltante, insupportable que jamais le développement des moyens techniques n'a été aussi important.

"La bourgeoisie ne parvient plus à assurer la seule fonction sociale qui lui permet de fonder son pouvoir autrement que sur la violence : la fonction d'organisateur de la production sociale des moyens de subsistance. La bourgeoisie ne peut plus produire : elle ne survit qu'en détruisant. Détruisant économiquement... détruisant militairement : production d'armements, guerres." (RINT n° 52)

Avec l'approfondissement de sa crise de surproduction, le système capitaliste montre de plus en plus sa réalité : misère et destruction croissantes avec comme perspective, si nous le laissons faire, une barbarie sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Contre cette perspective, il n'existe qu'une seule solution : la destruction de ce système par le prolétariat mondial avant qu'il ne détruise l'humanité.

RN

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50f (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS :

D (Rouen) : 200F ; J.M. (Paris) : 33F ; D (B) : 120F ; G (Paris) : 300F.
TOTAL : 653F
TOTAL GENERAL : 2904F

"ARNAQUE" A LA COGEMA

■ La COGEMA, entreprise d'Etat du secteur nucléaire, annonce avec gêne et bien piteusement qu'elle porte plainte pour s'être fait escroquer 259 millions de francs sur le marché financier du MATIF (Marché à terme des instruments financiers). Une bagatelle !

Et la rumeur court qui fait état de nombreuses autres entreprises "piégées" de la même manière, et pas des moindres, tout le gratin du capitalisme français : Gaz de France, Charbonnages de France, SNCF, Sécurité Sociale, Aérospatiale, groupe Total, Caisse des Dépôts, etc. Evidemment, tous démentent, car la classe dominante alors qu'elle impose un serrage de ceinture draconien aux ouvriers et fait de constants appels à la rigueur, ne tient pas à donner trop d'éclat à un tel scandale. Mais quelles vérités se cachent donc derrière ce fait divers du monde capitaliste ?

- D'abord que pour toutes les grandes entreprises, alors que la concurrence fait rage sur le marché mondial, et que la lutte pour les marchés est de plus en plus sévère, avec pour conséquence de rogner sur les taux de profits et même d'accepter un profit nul simplement pour conserver un marché, il est beaucoup plus intéressant de spéculer sur les marchés financiers, boursiers ou les marchés de change qui peuvent offrir des profits bien plus juteux avec des taux à deux ou trois chiffres. Le scandale de la COGEMA montre même que l'Etat est le premier avec ses entreprises, à donner l'exemple. Ce phénomène est international, il traduit la crise économique qui pèse de plus en plus. La spéculation est le corollaire de la crise. Les capitalistes sont aujourd'hui obligés d'investir sur les marchés spéculatifs car c'est la seule manière de tenter de préserver leurs profits.

- Cependant, par définition, ces marchés spéculatifs sont très volatils, très fragiles. Le récent effondrement des bourses le montre amplement, ce sont 1000 milliards de dollars qui se sont envolés en fumée (200 \$ par habitant de la planète). Les spéculations les plus juteuses sont aussi les plus risquées. Sur ces marchés instables, au travers de quelques signatures, ce sont des milliards qui changent de main, circulent tout autour de la planète en une ronde effrénée. Cette logique de la spéculation permet toutes les escroqueries car la base de la spéculation c'est la concurrence acharnée où tous les coups bas sont permis. Mœurs capitalistes, mœurs de requins qui se bouffent entre eux. Face à des enjeux qui se chiffrent en milliards, la légalité n'est que de peu d'intérêt. En fait, l'escroc de la COGEMA est un capitaliste très spéculatif.

Finalement, la COGEMA ne se gênera certainement pas pour demain imposer encore plus de sacrifices aux ouvriers pour rétablir ses comptes.

JJ

DERRIERE LE "DESARMEMENT", LA GUERRE L'EUROPE S'Y PREPARE ACTIVEMENT

■ Tous les jours des "messages d'espoir", "des paroles de paix" lancées par les dirigeants de toutes parts et les hommes politiques de tous bords, continuent d'affluer, de nous assaillir. Aujourd'hui c'est cela le discours de la bourgeoisie, parce que d'une part elle cherche à falsifier la réalité et que d'autre part elle essaie de nous endormir alors que le danger d'aggravation des tensions guerrières dans le monde est plus important que jamais.

Pour les bourgeoisies de l'Est et de l'Ouest, il n'y a pas plus de réel désarmement que d'intention pacifiste. A ce sujet et au lendemain de l'accord de Washington entre Reagan et Gorbatchev nous écrivions dans RI 164 :

"Le démantèlement des euromissiles, même s'il ne représente qu'une très faible partie du gouffre de l'économie de guerre, est appelé à constituer de ce fait, un petit ballon d'oxygène permettant en particulier de réaffecter vers des armes encore plus sophistiquées les ressources économisées ; mais aussi concernant notamment le bloc occidental : "... l'opération est d'autant plus intéressante que le retrait de ses propres euromissiles n'implique ni le retrait, ni l'arrêt du déploiement de ceux de ses alliés : en fait, derrière l'accord de Washington, il y a la volonté des USA de reporter vers les pays européens une partie du fardeau militaire, ce qui veut dire, pour ces pays et leur classe ouvrière, une austérité accrue"

L'ARSENAL EUROPEEN SE DEVELOPPE ET SE RENFORCE

Si l'effort militaire est aujourd'hui plus que jamais, crise économique oblige, une nécessité pour les deux grands blocs impérialistes, au sein du bloc occidental il est clair que l'Europe doit y prendre une part de plus en plus lourde. Au cas où certains ne le comprendraient pas ou hésiteraient, la bourgeoisie américaine est là pour leur mettre les points sur les "i". C'est le sens des pressions de plus en plus explicites, de plus en plus appuyées, qu'exerce en ce moment l'Etat US contre les pays européens. Si Reagan a signé un accord avec Gorbatchev, s'il a accepté de retirer les euromissiles, si Washington menace quotidiennement de retirer ses troupes du vieux continent, ce n'est sûrement pas pour "livrer l'Europe au monstre soviétique", mais comme le dit l'ancien conseiller de Carter, M. Brzezinski : "Il est certain que 374 millions d'Européens avec une économie de 3500 milliards de dollars n'auraient pas besoin de dépendre aussi lourdement, pour leur défense, de 241 millions d'américains avec une économie de 4000 milliards, face à un adversaire de 275 millions d'habitants avec un PNB de 1900 milliards".

Le message est clair : l'Europe doit accentuer son effort dans l'intérêt du bloc. Il s'agit bien d'"accentuer" puisque l'Europe, comme le montre le tableau ci-dessous (issu d'un communiqué de l'OTAN),

a déjà, depuis plus de 15 ans, largement donné pour la défense commune et augmenté sa part plus rapidement que les USA :

	1970	1987	Augmentation
Europe	87,8	117,9	+ 34,5 %
USA	174,8	200,6	+ 14,7 %

chiffres calculés en milliards de \$ 1980

Au-delà d'un accroissement supplémentaire des budgets, l'effort européen doit nécessairement passer par une rationalisation des dépenses militaires et une coopération plus active entre tous les pays : "D'après une étude récente de l'Académie nationale américaine des sciences, le gaspillage dû à la répétition des mêmes travaux, du fait que les gouvernements européens n'ont pas réussi à coopérer dans le domaine de l'acquisition d'armements, représente environ 35 milliards de dollars par an - soit environ 29% des dépenses militaires de l'Europe en 1987." (Rapport de l'UEO -Union de l'Europe occidentale- nov.1987)

Ce travail de rationalisation et de coopération est déjà largement effectif aujourd'hui, même s'il est encore amené à connaître rapidement d'importants développements :

- au niveau armement, des projets qui intéressent conjointement plusieurs pays, comme ceux de l'hélicoptère NH30 et l'avion de combat européen, sont déjà en route, et un programme Eureka militaire plus global est en discussion et va sûrement voir le jour ;

- au niveau de la "sécurité de l'Europe" (et cela en lien très étroit avec celle de l'Amérique du nord, c'est-à-dire sous la tutelle des USA), un "espace défensif tridimensionnel" est en train de se mettre en place dans lequel la France joue un rôle central (un axe est avec Bonn, un axe nord avec la Grande-Bretagne et un axe sud chargé de la sécurité en Méditerranée avec Rome et Madrid).

LE PARTENAIRE LE PLUS ACTIF : LA FRANCE

Hormis la tête de bloc (les USA), la France est en effet aujourd'hui, l'élément le plus dynamique de l'impérialisme occidental. Déjà au niveau de l'augmentation des budgets militaires et selon les chiffres fournis par l'OTAN, elle se place largement en tête en Europe :

	Augmentation entre 1970 et 1987
France	+ 53 %
RFA	+ 32 %
GB	+ 6,4%

Et ce n'est pas tout. L'Etat français ne cesse de monter en ligne et de multiplier les initiatives et les coopérations avec les principaux pays européens :

- au niveau des armements, en plus des projets communs, il est question de mettre au point avec la Grande-Bretagne, un missile nucléaire air-sol de longue portée ainsi que divers types d'armements conventionnels ;

- au niveau de la "défense" l'heure n'est plus à une politique "égoïste". Avec la Grande-Bretagne, il s'agit de mettre en place une coordination des actions des sous-marins nucléaires lance-engins opérationnels (SNLE) des deux pays. Et avec la RFA, il est question de la création d'un conseil de défense commun. Déjà les deux pays ont organisé des manœuvres militaires communes dont la plus spectaculaire est celle qu'ils ont baptisée "Moineau hardi", et qui a impliqué 75000 soldats de part et d'autre. Dans le même sens, la France propose de déplacer sa ligne de défense du Rhin à l'Elbe : d'ailleurs Chirac a été très clair : "Il ne peut y avoir de bataille d'Allemagne et de bataille de France."

LES OUVRIERS DOIVENT REFUSER DE PAYER LE PRIX DE CETTE POLITIQUE.

L'aboutissement de toutes les initiatives qui se multiplient aujourd'hui en Europe est, comme le disent les grands stratèges occidentaux, la création d'un véritable "pilier européen de l'OTAN." Et il est certain que ce type de politique existe tout autant à l'Est. Aussi il n'y a aucune illusion à se faire sur les multiples propositions de désarmement de Gorbatchev, sur ses déclarations, où il ne cesse d'appeler à "la mise en place d'un monde nouveau dénucléarisé et non violent".

A l'Est comme à l'Ouest c'est la guerre que la bourgeoisie ne cesse de préparer et cela de plus en plus activement. Mais cette préparation, c'est la classe ouvrière qui la paie dans sa chair dès aujourd'hui à travers les augmentations vertigineuses des budgets militaires dans tous les pays et particulièrement en Europe (un exemple encore récent est celui du budget de 175 milliards de francs alloué, par le gouvernement français, à la commande d'avions "Rafale" à Dassault).

Pour défendre ses intérêts impérialistes, comme pour faire face à la crise de son système, la bourgeoisie ne peut qu'accentuer la misère pour la classe ouvrière. Demain, si elle a les mains libres, c'est dans une 3ème guerre mondiale qu'elle l'entraînera. C'est pour cela que les ouvriers doivent comprendre qu'il n'y a rien à attendre, sinon le pire, de ce système décadent et barbare et qu'ils doivent se préparer à l'abattre en refusant dès aujourd'hui la misère qu'il leur impose.

JE

POLOGNE (SUITE DE LA P. 4)

Monde" : "la direction de Solidarité s'est bien gardée jusqu'à présent d'appeler à la grève ou à manifester publiquement contre les hausses de prix, consciente apparemment de l'ampleur du mécontentement et soucieuse de ne pas aggraver la situation, tandis que dès le 4/02, Walesa déclarait : "qu'une grève éclate n'importe où et j'y vais immédiatement" (Le Monde, 4/02/88). C'est à dire que "soucieux" de ne pas troubler l'ordre, le syndicat, dans lequel nombre d'ouvriers placent leur confiance, freinait des quatre fers les réactions de colère ouvrière face à l'attaque du gouvernement. Puis, voyant que, en plusieurs endroits, les ouvriers prenaient l'initiative de manifester, comme à Varsovie et à Gdansk, ou de se mettre en grève, comme à Wrocław, Varsovie et Lodz, Walesa changeait de ton et montrait sa capacité à prendre le train en marche afin de le dévoyer, comme il a si bien montré qu'il savait le faire depuis 7 ans.

Pendant ce temps, telle une machine bien huilée, l'Etat déployait l'autre facette de sa stratégie, en quadrillant dès le 1er février tout le pays de ses flics et autres milices pour intimider et menacer les ouvriers. Dans les villes où il y a eu des manifestations, il s'est contenté de les encadrer, de les isoler, sans avoir recours à une répression ouverte qui aurait risqué d'élargir la mobilisation ouvrière. Dans les endroits de forte concentration ouvrière où des grèves ont éclaté -les usines Archimède de Wrocław, Ursus de Varsovie-, l'Etat a circonscrit la lutte en octroyant des augmentations de salaires. Et partout ailleurs, il a laissé à Solidarnosc la tâche de démobiliser les ouvriers. On a donc vu les flics de la milice autour des usines et les flics syndicaux à l'intérieur conjuguer leurs efforts pour condamner les ouvriers à l'isolement et à l'impuissance face à l'attaque la plus importante qu'ils aient subie depuis 81.

Cette victoire de l'Etat polonais s'appuie sur une faiblesse de la classe ouvrière. En effet, ce n'est pas la conscience de leur sort et de ce qui les attend qui fait défaut aux ouvriers. Ce n'est pas non plus la volonté de résister, la combativité qui leur manquent. Ce qui les rend aujourd'hui incapables de s'opposer efficacement aux attaques qu'ils subissent, c'est de n'avoir pas encore tiré les leçons de leur défaite de 81, c'est de croire encore que Solidarnosc, en dépit de tout le sale boulot qu'il a fait au service de l'Etat, représente d'une façon ou d'une autre une arme de leur combat. Et

Gelli-Action Directe

LES BASSES OEUVRES DE LA "JUSTICE" BOURGEOISE

Le même jour, le 17 février, deux événements apparemment très éloignés l'un de l'autre sont venus illustrer une nouvelle fois le cynisme et l'hypocrisie de la "justice" bourgeoise: l'extradition par la Suisse vers l'Italie du chef de la loge P2, Licio Gelli, et la comparution d'une accusée sous perfusion, en fauteuil roulant et à demi-inconsciente, Nathalie Ménigon, devant une cour d'assises.

Gelli est considéré comme un des commanditaires de l'attentat qui, le 2 août 80, fit 85 morts dans la gare de Bologne en Italie. Il a été établi qu'il travaillait la main dans la main avec toute une série de secteurs (services secrets, hiérarchie militaire, etc) de l'Etat italien. Mais, grâce à un ensemble de magouilles juridiques, il ne pourra pas être jugé pour ces faits mais uniquement pour la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano en 82. Le pire qu'il risque est un emprisonnement de 6 mois dans un appartement de trois pièces aménagé à son intention dans une école de gardiens de prison.

Nathalie Ménigon était jugée le 17/2, pour un échange de coups de feu avec un policier (elle doit revenir plus tard pour répondre de l'assassinat du Général Audran et de Besse, ancien patron de Renault). Avec ses compagnons du groupe terroriste "Action Directe", elle fait une grève de la faim depuis près de trois mois pour que les autorités mettent fin à l'isolement complet qui leur est imposé

c'est notre responsabilité à nous, ouvriers des pays dits "libres", "démocratiques", qui avons depuis des décennies l'expérience de ce qu'est le syndicalisme, aussi "libre", "démocratique", "radical" et "de base" soit-il, c'est notre responsabilité dans nos luttes contre ces flics bourgeois en milieu ouvrier d'éclairer les ouvriers polonais et du monde entier sur la nature anti-ouvrière des officines syndicales.

Florian

(1) Lire notre brochure sur la Pologne, recueil d'articles parus dans la presse du CCI au cours des événements de 80-81.

Quelle que soit sa forme, "totalitaire" ou "démocratique", l'Etat bourgeois est synonyme de terreur. Seule la violence collective du prolétariat pourra, en le renversant, mettre fin à ses exactions.

FM

LECONS DES COMITES DE CHOMEURS EN ESPAGNE

NOUS DEVONS LUTTER TOUS UNIS ET NON PAS GERER LA MISERE

■ Depuis plus d'un an, des chômeurs de différents quartiers et villages de la région industrielle de Bilbao se sont regroupés en plusieurs comités, afin de voir ensemble comment se défendre contre la misère à laquelle le capitalisme les réduit. Ces regroupements représentent un effort pour chercher une autre alternative que celle, débilatante, qu'offrent les syndicats avec leurs mobilisations et actions bidons.

Autour du 1er mai par exemple :

- ils sont descendus dans la rue en manifestations ;

- ils ont cherché l'unité avec les actifs. Le 1er mai même dans un tract, les chômeurs de Biscaye appelaient à lutter tous ensemble, actifs et chômeurs ;

- pour le 30 avril, ils avaient convoqué une manifestation contre les "fonds de promotion de l'emploi" (FPE), l'équivalent des conventions de conversion en France, dont le but, pour la bourgeoisie, est d'amener si possible en douceur jusqu'au chômage (en faisant miroiter la possibilité d'un reclassement) les charrettes d'ouvriers qu'elle éjecte de la production. A ce moment là, cela coïncidait avec la lutte des sidérurgistes d'Acanor, menacés aussi de licenciements. Les chômeurs de Lajona participèrent à cette manifestation et ensuite se joignirent à celle du 19 mai à Bilbao, convoquée par la coordination des ouvriers d'Acanor.

Sur ce terrain, les chômeurs luttent comme classe, contre la misère, et s'organisent en assemblées permanentes parce que leur lutte est continue. Ils se battent pour des revendications qui les concernent tous et les unissent : des revenus pour tous, de quoi vivre, transports et loyers gratuits, gaz, électricité aussi... De même, en luttant avec les actifs contre les fausses solutions style FPE, ils manifestent que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est attaquée et que c'est donc ensemble, tous unis au delà des corporations que nous devons unir nos luttes en les prenant nous-mêmes en mains, en en gardant le contrôle !

UN OBJECTIF ILLUSOIRE ET UNE PRATIQUE ETRANGERE A LA LUTTE OUVRIERE

Mais au sein même de cette dynamique de classe ont pesé des illusions qui subsistent encore dans certaines parties de la classe ouvrière et en particulier chez les chômeurs. Parmi celles-là : la recherche à tout prix de postes de travail. Cette illusion s'enracine sur une réalité évidente et qui s'impose : il faut manger !

Qui ! Il faut manger, et même, tout simplement, il faut vivre !

Que faire ? Faut-il pour cela se mettre sur le terrain de la bourgeoisie qui cherche à nous imposer que seuls peuvent vivre ceux qui trouvent un travail, de plus en plus rares aujourd'hui ? Faut-il s'en remettre à sa "charité" en se soumettant, sans autre perspective, à ses soupes populaires ou à ses "restau du cœur" ? En ne voyant comme seule issue que celle de gérer notre misère ? Non ! La seule voie pour nous, ouvriers, actifs et chômeurs, c'est de nous imposer face à la classe bourgeoise et à son Etat ; d'exiger et non mendier, car nous ne sommes pas responsables de la crise de leur système capitaliste.

C'est pour cela que la bourgeoisie, qui ne reste jamais les bras croisés devant les efforts de lutte de la classe ouvrière, s'est immédiatement emparée de cette illusion pour chercher, en s'appuyant sur elle, à tuer ces comités. Ce sont les gauchistes et syndicalistes de base (des groupes trotskystes comme le FOSI et le PST) ainsi que les nationalistes d'Herri Batasuna, proche de l'ETA, qui ont assuré la besogne. En créant une coordination des comités de chômeurs de Biscaye sous leur influence, ceux-ci ont organisé la centralisation des différents comités autour d'une orientation suicidaire : l'enfermement dans une activité d'agences parallèles pour

l'emploi. Rapidement, cela tendait à transformer ces regroupements, d'organes de défense des intérêts ouvriers en organes de gestion de la misère, introduisant la division, la concurrence, voire l'opposition ouverte entre les ouvriers.

S'organiser, en tant que classe ouvrière, pour chercher du travail est une illusion ! Non seulement le capitalisme en crise crée de moins en moins d'emplois mais c'est par millions qu'ils rejettent aujourd'hui les ouvriers au chômage et cela dans tous les pays .

A ces objectifs qui ne sont pas ceux de la lutte de classe, correspondent nécessairement des méthodes étrangères à la classe ouvrière. En effet, quels étaient les moyens de cette recherche du travail que soutenaient tous ces groupes bourgeois gauchistes ou terroristo-nationalistes ? Ils se réduisaient à des actions de racket -chères à l'ETA- en faisant pression, non pas par la lutte d'une classe ouvrière unie sur la classe capitaliste dans son ensemble, mais par des pratiques de sabotage et de chantage sur quelques capitalistes privés afin qu'ils accordent quelques emplois ou travaux temporaires. Et quel en est le résultat ? Avec ces pratiques, et alors que dans la seule région de Bilbao il y a 100.000 chômeurs, les assemblées de chômeurs ont récolté en l'espace de plus d'une année 600 emplois temporaires, d'une durée maximum de six mois, qui ne permettent même pas de manger correctement à ces 600 élus ! En France, même l'ANPE fait mieux !

... UNE ORIENTATION QUI TUE LA LUTTE EN CREANT LA DIVISION ET LA CONCURRENCE ENTRE OUVRIERS

De plus et surtout, une telle orientation, parce qu'elle est basée sur des objectifs étrangers à la lutte ouvrière, ne peut que conduire à détruire la seule force de notre lutte : notre unité la plus grande possible.

Ainsi l'effet immédiat de l'orientation prise par les comités de chômeurs de Biscaye sous l'instigation des gauchistes ne pouvait être que d'introduire une concurrence ouverte entre les chômeurs eux-mêmes. En effet, comment et à qui attribuer les quelques rares postes de travail obtenus ? Sur quels critères se baser pour choisir ?

Ne reculant devant aucune crapulerie, les gauchistes, trotskystes en tête, ont soutenu un système de "points", attribués individuellement en fonction des présences aux réunions et aux actions de "pression" en direction des entreprises du coin, le poste de travail étant accordé à celui qui a le plus de points. C'est ce qu'ils ont appelé "récompenser la combativité" ! Comme si la combativité était une affaire individuelle, une affaire de "chacun pour soi" et non pas le fait d'une lutte collective, basée sur la solidarité, sur la volonté de lutter ensemble, pour gagner ensemble ! Comme si des ouvriers en grève exigeaient que les augmentations de salaires soient attribuées en fonction de la participation aux assemblées et de la combativité relative des uns et des autres, excluant par exemple des résultats de la lutte, ceux qui parce qu'ils sont plus âgés, parce qu'ils ont des charges de famille, sont moins disponibles ou moins actifs dans la lutte que les plus jeunes !

Le seul aboutissement d'une telle orientation ne peut être que de transformer les comités de chômeurs, d'organes de lutte fondés sur la solidarité, la fraternité, l'unité autour de revendications et d'intérêts communs, en nouvelles agences syndicales basées sur la division entre ouvriers, et pratiquant -à l'instar du "closed-shop" coutumier par exemple aux syndicats anglais- le monopole de l'embauche, réservant celle-ci aux ouvriers les plus fidèles au syndicat et à ses consignes !

Le comité de la localité de Baracaldo a donné un triste exemple de ce à quoi on aboutit avec ces méthodes. Les postes de travail à répartir étant de surcroît toujours plus rares, un climat insupportable

de méfiance, de tension et de violence entre les chômeurs eux-mêmes s'est instauré. Des voix ouvrières se sont élevées pour réagir contre cette gangrène bourgeoise. Ainsi une proposition juste, qui allait à contre-courant, c'est à dire dans le sens du besoin de l'unité entre actifs et chômeurs, pour une lutte réelle, fut faite : celle de se joindre à la manifestation des ouvriers de la Telefonica dont le contrat se terminait et qui allaient être jetés au chômage. Cette proposition fut rejetée avec les sinistres arguments suivants : "ce sont des privilégiés ! Pourquoi ces postes de travail sont-ils pour eux ?".

Ainsi, l'orientation défendue par les gauchistes a consisté en permanence à présenter les ouvriers qui ont un travail comme des "privilégiés", voire des "ennemis" des chômeurs. Au lieu de fonder la lutte sur des revendications permettant de rechercher l'unité d'action avec les actifs, ils ont au contraire dès le départ mis en avant des revendications hostiles à ceux-ci, comme par exemple l'exigence, au nom du "partage du travail", que les ouvriers actifs renoncent à faire des heures supplémentaires.

Voilà le résultat de la contre-offensive de la bourgeoisie ! Aujourd'hui, si les comités de chômeurs ne parviennent pas à rejeter clairement de telles pratiques et orientations, très vite c'est la démoralisation et la dispersion qui gagnera, jusqu'à la mort de ces comités en tant qu'organes de lutte, pour n'être plus que de simples agences syndicalistes de gestion de la misère et de division organisée de ouvriers.

COMMENT LUTTER ?

Il y a là pour l'ensemble de la classe ouvrière, des leçons à tirer.

D'abord, affirmer que la lutte des ouvriers au chômage est nécessaire et possible ! Ces dernières années, les chômeurs de Hambourg en Allemagne, St. Etienne en France, Naples en Italie... nous l'ont montré. De même, comme avaient commencé à le manifester, même si c'est de façon embryonnaire, les comités de chômeurs de Biscaye, leur lutte peut et doit constituer un facteur important de rassemblement et d'unification des différents secteurs de la classe. Si les chômeurs perdent l'usine comme terrain de lutte, ils gagnent la rue et là il peuvent non seulement rejoindre la lutte des ouvriers actifs, mais, parce que leurs conditions de vie leur impose de mener leur combat à un niveau d'embrée beaucoup plus global, constituer pour l'ensemble de la classe un puissant encouragement à rompre les barrières de l'usine, du secteur, de la corporation.

Leurs comités doivent être des lieux ouverts où chômeurs et actifs se retrouvent pour organiser leurs luttes et les unifier consciemment. Contre les pressions de la bourgeoisie, qui ne se croise jamais les bras face aux initiatives ouvrières, les chômeurs, dans leurs luttes, ne doivent pas céder aux tendances individualistes du "sauve-qui-peut" et à la fausse solidarité de clan. Ils ne doivent pas confondre la violence individuelle et le chantage - qui sont des pratiques de gangsters- avec la violence collective de la classe qui, elle, est dirigée non contre tel ou tel capitaliste en particulier, comme la révolte anarchiste qui n'aboutit qu'au désespoir, mais contre la classe capitaliste dans son ensemble.

Notre seule perspective de classe ne réside pas dans la gestion de la misère, mais dans la lutte, sur la base de revendications unifiantes, lesquelles, au-delà des revendications spécifiques aux chômeurs -subsidés pour vivre, gaz, électricité, logements gratuits...-, incluent les revendications sur lesquelles l'ensemble des ouvriers doivent développer des luttes de plus en plus unies.

AB

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.